

Rapport du Bureau des enquêtes indépendantes
Les parlementaires doivent s'engager à tenir une commission parlementaire

Montréal, le 25 septembre 2019 – La Ligue des droits et libertés (LDL) demande aux parlementaires de s'engager à ce que le rapport du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), qui vient d'être déposé à l'Assemblée nationale, fasse l'objet d'une commission parlementaire.

« Le rapport sur les trois premières années d'activités du BEI déposé ce matin est le rapport du BEI sur le BEI. Une simple autoévaluation ne constitue pas un vrai bilan du processus des enquêtes indépendantes des 3 dernières années. Il ne représente qu'un point de vue, interne de surcroît. D'autres acteurs doivent absolument être entendus » déclare Eve-Marie Lacasse, de la LDL.

En effet, pour la LDL, une commission parlementaire permettrait d'apporter des éclairages différents, et surtout externes, sur les enquêtes menées lors d'interventions policières qui causent des décès et des blessures graves.

« Nous sommes convaincus que tout le monde, en premier lieu la direction du BEI et le ministère de la Sécurité publique, gagnerait à ce que le bilan sur les enquêtes indépendantes soit le plus complet possible, un objectif qui ne saurait être atteint sans la tenue d'une commission parlementaire. Nous demandons donc aux parlementaires de tous les partis d'agir afin que cela advienne », termine Eve-Marie Lacasse.

En ce qui concerne le contenu du rapport du BEI, la LDL doit l'analyser plus en profondeur avant de pouvoir le commenter concrètement.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
C : 514-715-7727